

Info - bio

LE BULLETIN DE LA FÉDÉRATION BIOLOGIQUE DU CANADA

Janvier 2011

L'administrateur associé du programme NOP promeut la qualité des produits biologiques d'un pays à l'autre à Guelph

Miles McEvoy, l'administrateur associé du programme National Organic Program (NOP) de l'USDA, aime l'entente d'agrément qui a été signée le 17 juin 2009 avec le Canada.

«Les opérateurs n'ont plus besoin de faire certifier leurs produits sous différentes normes et une seule inspection est requise de la part des certificateurs; cela réduit le travail clérical et les coûts et permet d'ouvrir les marchés! » a déclaré McEvoy lorsqu'il a présenté le programme NOP aux exploitants et intervenants canadiens réunis à Guelph le 28 janvier.

Ayant été impliqué dans le secteur biologique depuis longtemps, McEvoy, qui fut d'abord un inspecteur et qui planifie de reprendre le travail d'inspecteur à sa retraite parce qu'il apprécie la grande simplicité de cette fonction, dirige maintenant l'agence NOP à Washington D.C., avec une équipe de 31 employés et un budget de 7 000 000 \$. Le gouvernement Obama prévoit porter ce budget à 10 000 000 \$ en 2011, mais cette hausse doit être acceptée par les Républicains qui contrôlent maintenant le Sénat.



Et McEvoy a besoin de cet argent: le secteur biologique continue de croître (de 5% l'année dernière) en dépit de la récession qui sévit aux États-Unis et le programme NOP, qui a été sous-financé pendant plusieurs années, n'a pu implanter diligemment les recommandations du National Organic Standards Board. De plus, le Bureau de l'inspecteur général des États-Unis, responsable de détecter les problèmes qui affectent les systèmes de gestion américains, a audité le programme NOP et requis que plusieurs améliorations y soient apportées. « On nous a demandé d'améliorer les mesures de mise en force, de traiter les plaintes dans un délai raisonnable, d'implanter des tests de résidus de pesticides, d'être examiné par nos pairs, de revoir certaines exigences incohérentes de notre programme et auditer les certificateurs NOP actifs à l'étranger. De plus, on nous a demandé de surveiller de plus près le système de production biologique de la Californie. » Tout un agenda...

Mais McEvoy, un homme calme et élané, a procédé étape par étape au renforcement de la performance du programme NOP. Le système de gestion de la qualité a été mis à jour afin d'améliorer la supervision des opérations en sol étranger et fournir de la formation aux certificateurs. « La responsabilité des certificateurs doit être attestée si nous voulons que la norme soit efficacement implantée, » dit McEvoy.

Le manuel de gestion de la qualité a été révisé, des lignes directrices publiées et les procédures de mises en force améliorées. Un bulletin d'information que les exploitants peuvent recevoir en s'inscrivant sur le site Web du NOP est produit régulièrement afin d'assurer la transparence des activités de l'agence. Une liste des opérations dont la certification a été révoquée a été publiée. Un effort important a été investi dans la mise en force du règlement; les vieilles plaintes ont été traitées, la revue par les pairs est en voie d'être complétée; même le processus d'accréditation fait l'objet d'une révision.

Il y a 27 000 opérateurs dont les produits sont certifiés conformes à la norme biologique américaine par 97 certificateurs (55 aux États-Unis et 42 à l'étranger). Pour maintenir la confiance des consommateurs à l'égard de la mention biologique et demeurer fidèle à la devise du programme NOP, « L'intégrité biologique de la ferme à la table », un [plan stratégique](#) mettant l'emphase sur la gestion de la qualité, la cohérence de la norme, la mise en force et une gestion stratégique (telle une meilleure coordination avec le NOSB, l'implantation de programmes de partage des coûts et une meilleure communication) a été développé.

Un support technique est fourni aux certificateurs afin d'authentifier l'application de la norme. McEvoy observe que « Les activités d'une vaste majorité des opérations sont menées conformément à la norme et les échantillons sont exempts de résidus de pesticides. »

Les participants canadiens étaient très attentifs aux propos de McEvoy. 80% des produits biologiques importés au Canada proviennent des États-Unis; l'entente d'agrément et l'équivalence biologique Canada/ÉU est récente et les règles n'en sont pas parfaitement claires.

McEvoy est confiant que le groupe de travail du Comité technique Canada/ÉU et le Comité directeur sauront coordonner l'implantation des termes de cette entente. Les deux groupes se rencontreront à Québec en juin 2011. L'agence NOP a clairement établi qu'une attestation d'équivalence est désormais requise pour le commerce des produits frais et transformés expédiés des États-Unis vers le Canada. De plus, des efforts sont déployés afin d'harmoniser les normes canadienne et américaine.

L'agence NOP procède actuellement à l'implantation de la nouvelle règle régissant l'accès au pâturage qui exigera qu'un minimum de 30% de l'alimentation provienne des pâturages en saison; elle envisage aussi d'interdire l'utilisation de nitrate de sodium et d'exclure les produits issus de l'hydroponie des systèmes de culture admis en production biologique. Enfin, la norme américaine en aquaculture biologique devrait être en vigueur en 2012 alors que la norme aquacole canadienne est actuellement assujettie à la procédure de normalisation de l'ONGC.

L'agence NOP retirera bientôt de son site Web la liste des opérateurs canadiens dont les produits sont certifiés conformes à la norme NOP puisque les produits canadiens exportés aux États Unis devront désormais être certifiés aux termes de l'entente d'agrément et d'équivalence biologique Canada/États-Unis. Il n'y aura plus de certification canadienne « NOP ». C'est ainsi que l'entente fonctionne.

Le gestionnaire du Bureau Bio-Canada, Michel Saumur, confirme que de bonnes relations de travail sont maintenant établies avec l'agence NOP et qu'une bonne communication en est l'élément-clé : « Nous avons besoin de communiquer davantage et nous allons graduellement éliminer les écarts critiques entre les deux normes » dit Saumur.

Quels types d'entente peuvent encadrer le commerce de produits biologiques entre deux pays?

Miles McEvoy a décrit trois types d'ententes:

Les accords sur l'exportation sont des ententes établies entre les ÉU et un autre pays qui permettent aux produits biologiques américains d'être vendus comme tels dans le pays importateur en autant que certaines exigences soient respectées.

Les ententes basées sur la reconnaissance permettent aux gouvernements des pays étrangers d'accréditer les certificateurs de leur pays pour qu'ils puissent certifier les produits biologiques conformes à la norme NOP uniquement dans ce pays. Les États-Unis ont signé des ententes de reconnaissance avec Israël et le Danemark et négocient actuellement ce type d'entente avec l'Inde, le Japon et la Nouvelle-Zélande.

L'équivalence reconnaît que les normes biologiques sont équivalentes; les exigences en matière d'accréditation et certification sont similaires. Le Canada est le seul pays ayant signé ce type d'entente avec les États-Unis.

Les règles d'étiquetage demeurent cependant différentes; l'étiquette des produits biologiques peut porter aux États-Unis la mention « 100% biologique » et « fait avec des ingrédients biologiques » sur le panneau principal de l'emballage; le Canada n'autorise pas l'utilisation de ces mentions. De plus, l'étiquetage doit être bilingue au Canada.

La communication est donc essentielle: les participants comprenaient mieux à la fin de la rencontre le fonctionnement du régime NOP puisqu'il devenait évident que les systèmes biologiques canadien et américain font face aux mêmes défis. De plus, McEvoy a félicité le secteur biologique canadien qui est le propriétaire et contrôle la norme biologique nationale au Canada. Aux États-Unis, c'est le NOSB qui développe et gère la norme biologique. Cela encouragera le secteur canadien à travailler avec ardeur pour obtenir les fonds nécessaires à la révision et à l'interprétation de la norme.

Le Conseil biologique de l'Ontario (OCO) a organisé la visite de Miles McEvoy à la conférence de Guelph.